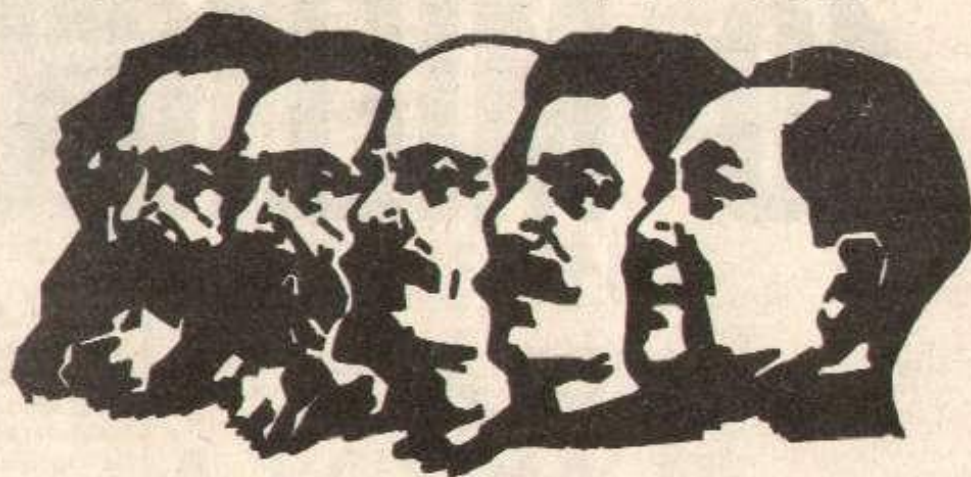


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 98 / 10 JANVIER 1974 / PRIX 1,50 F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 - LA SOURCE / BP 464-75065 PARIS CEDEX 02



GRENOBLE : 1 MORT

MONTOIR DE BRETAGNE :

1 BLESSE GRAVE

MARSEILLE : 2 BLESSES

BESANÇON : 1 MORT

ROUBAIX : 2 BLESSES

...

halte aux crimes racistes

HAUSSE DE L'ESSENCE,

DE LA VIANDE DE BŒUF,

DES CHARGES LOCATIVES,

RESTRICTIONS DE GAZ,

CHÔMAGE,

...

la bourgeoisie doit payer la crise

10 MILLIONS

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

Front Rouge est en danger, sa parution est gravement menacée.

nous devons faire face à nos dettes

5 millions de dettes auprès de notre imprimeur qui menace de faire recouvrer cette somme par huissier de justice, et d'arrêter l'impression de notre journal, si nous ne réglons pas notre dette immédiatement.

Plusieurs imprimeurs chez qui nous avons fait imprimer nos suppléments (Chili, Lip, Quotidien Palestine), notre matériel d'affiche... nous menacent aussi de l'huissier pour recouvrer leurs créances qui se montent au total à plus de 2 millions. Par exemple, nous sommes dans l'impossibilité d'éditer une affiche sur la crise et le chômage alors que c'est pourtant une exigence.

la diffusion en kiosque et en librairie est ouvertement et systématiquement sabotée

Les NMPP qui ont le monopole de la diffusion de la presse en France, bien qu'ils empochent sur chaque Front Rouge vendu 41 centimes, ne réalisent pas à leur gré un profit suffisant sur notre journal compte tenu de notre tirage limité (6000 journaux actuellement en kiosque). Combien de lecteurs nous écrivent chaque semaine pour nous signaler qu'ils ont cherché vainement notre journal dans telle ou telle ville. N'importe quelle feuille trotskiste, parce qu'elle tire à 30, 40, 50000 exemplaires est effectivement bien mieux répartie et affichée par les NMPP qui escomptent en tirer bénéfice.

Notre situation financière, en nous contraignant à limiter notre tirage, est un obstacle à la large diffusion du journal et empêche que chaque travailleur puisse connaître nos propositions.

camarades,

Cette situation est grave, il faut sauver Front Rouge de cette double tentative d'asphyxie orchestrée par la bourgeoisie.

Aujourd'hui, faut-il une presse communiste qui trace la perspective de la Révolution Proletarienne dans notre pays ? Faut-il une presse communiste qui se démarque radicalement de tous les courants de la petite-bourgeoisie, offre aux travailleurs une arme efficace contre le capitalisme et le révisionnisme, les mobilisant hardiment pour faire payer la crise à la bourgeoisie ? Faut-il une presse communiste largement diffusée, largement affichée dans toutes les régions de France, qui permette à chaque travailleur conscient de connaître les propositions des marxistes-léninistes, de prendre contact avec l'avant-garde, de rejoindre son combat.

Vous êtes des milliers à répondre oui à ces questions, vos lettres en témoignent ainsi que votre participation, lors des actions organisées par les marxistes-léninistes. C'est vous et vous seuls qui pouvez assurer la survie de notre presse, son rayonnement dans toute la France. C'est à vous que nous nous adressons.

Pour éponger nos dettes, pour pouvoir dès maintenant augmenter notre tirage et faire figurer 30000 exemplaires de notre journal en kiosque, nous avons besoin de 10 MILLIONS. Ne pas trouver cette somme très rapidement, c'est compromettre la survie de Front Rouge c'est rendre inéluctable sa disparition à brève échéance !! La souscription d'un million que nous avons lancé pour le mois de décembre ne permet même pas de faire face à nos dettes les plus pressantes !

Nous sommes parfaitement conscients de l'importance de cette somme demandée à brève échéance. Nous savons que nous vous avons mis souvent à contribution. De nombreux sympathisants souscrivent depuis longtemps régulièrement chaque mois ; mais aujourd'hui, pour faire face aux tentatives d'asphyxie de la bourgeoisie, cela ne suffit pas. L'effort demandé aujourd'hui est considérable, il est à la hauteur de l'enjeu ; répétons-le, faute de ces 10 millions nous ne pourrions, ni régler nos dettes, ni faire connaître largement le journal, ce qui veut dire que nous serions contraints de renoncer. Pour paraître Front Rouge ne compte que sur l'aide de ses lecteurs et de ses amis, il ne bénéficie d'aucun autre argent que celui des ventes et des souscriptions.

camarades,

mobilisez-vous !

souscrivez et collectez autour de vous, multipliez le nombre de travailleurs qui souscrivent, faites connaître très largement notre appel. Ecrivez-nous à chaque initiative pour sauver le journal. Faites-nous part de vos propositions et de vos suggestions. L'avenir du journal est entre vos mains.

**front
rouge
doit
passer
à 1,50 f.**

Un des moyens par lequel la bourgeoisie tente d'empêcher toute expression révolutionnaire du prolétariat, c'est malgré l'officielle «liberté de la presse», les augmentations incessantes des tarifs d'impression. Déjà, l'année 1973 avait vu le prix de fabrication augmenter de plus de 10% sans que nous la reportions sur notre prix de vente. L'année 1974 est à peine entamée que le cortège des hausses dans l'imprimerie reprend : 22% d'augmentation sur le papier, 6% d'augmentation sur les autres éléments du coût de production ! Front Rouge, qui depuis longtemps était le seul hebdomadaire à coûter 1 F, est contraint de passer à 1,50 F et de modifier en conséquence ses tarifs d'abonnement. Nos lecteurs comprendront que cette majoration nous est rendue obligatoire pour la survie de la presse communiste.

**POUR QUE FRONT ROUGE
CONTINUE JE VERSE :**

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

demande de contact

Nom : prénom :

adresse :

profession :

envoyer cette demande à :
Front Rouge BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

LA BOURGEOISIE DOIT PAYER LA CRISE

éditorial

«Assurément, l'année 74 risque d'être difficile... En présentant ainsi ses vœux de Nouvel An, Pompidou traduisait tout l'espoir de la bourgeoisie: faire supporter par les travailleurs les difficultés de la crise qui s'annonce pour 1974. Quant à nous, nous émettons aussi le vœu que 1974 soit une année difficile... mais pour Pompidou et ceux de sa classe. Et nous ferons tout notre possible pour réaliser ce vœu.

Au cours de son allocution de nouvel an, Pompidou a désigné le coupable, à ses yeux, de la crise: c'est la faute au pétrole. Il a bon dos ce pétrole. Les pays arabes viennent de plus que doubler le prix de vente de leur brut aux compagnies pétrolières. C'est vrai, et c'est leur droit le plus strict: même en multipliant par 100 le prix du pétrole, ils n'arriveraient pas à récupérer tout ce que les trusts impérialistes leur ont volé depuis que l'impérialisme existe.

Et puis, il faut être sérieux: le prix du brut représente à peine 10% du prix du fuel ou du carburant utilisé, le pétrole arabe 80% du pétrole utilisé en France, le pétrole 65% de l'énergie consommée, et l'énergie rentre pour environ 5% dans le prix des produits manufacturés. Le calcul est simple: l'influence des hausses du pétrole arabe sur les prix n'est que de

0,25%. On est loin de 8,4% de hausse de prix officiellement annoncés pour 1974; et encore s'agit-il du chiffre officiel complètement truqué, car la hausse réelle est bien supérieure. De toute façon, quelle que soit l'augmentation du prix du pétrole brut, ce n'est pas à nous d'en subir les conséquences, mais aux trusts du pétrole et à l'Etat capitaliste qui empochent à eux seuls plus de 90% du prix de l'essence que nous payons. Non à la hausse du prix de l'essence. Les racines de la crise, en tout cas, sont bien ailleurs. Elles sont dans la nature même du système capitaliste, la course au profit maximum. Ce sont les trusts capitalistes de l'automobile qui ont produit à tour de bras beaucoup plus que nécessaire pour l'exportation et la consommation intérieure, tout simplement parce que cette branche de l'industrie était très rentable. Ce sont les trusts des textiles qui liquident les petites usines, jugées par eux non rentables, qui concentrent et restructurent dans le seul but de réaliser des profits encore plus grands. C'est le système capitaliste dans son ensemble qui est en cause. C'est lui qui doit disparaître.

La bourgeoisie prétend prendre toute une série de mesures pour soi-disant résoudre la crise. Ce n'est pas la première fois. Il y a un an déjà, Giscard lançait un plan anti-hausse:

par exemple, la suppression de la TVA sur la viande de bœuf, en décembre 1973, n'a pas empêché une hausse de 4,4% de cette viande en un an. Et comme le gouvernement vient de décider de réappliquer la TVA à partir du 1er janvier c'est une hausse de 11,4% en un an qu'ont dû supporter les travailleurs: belle façon de résoudre la crise.

En réalité toutes les mesures que nous annonce la bourgeoisie n'ont qu'un seul but: faire payer la crise par la classe ouvrière. Des hausses qui vont s'ajouter à celles déjà enregistrées en 73 (5% sur la baguette, 12,6% sur la journée d'hôpital...).

Des réductions d'horaires sans maintien du salaire, des licenciements massifs (la bourgeoisie elle-même parle aujourd'hui de 850.000 chômeurs)... Les charges locatives vont encore augmenter compte tenu des hausses du fuel!

Nous refusons de payer la crise: c'est à la bourgeoisie d'en faire les frais. A l'exemple des ouvriers de Lip, opposons nous résolument à tous les mauvais coups que nous prépare la bourgeoisie. Profitons de la crise pour porter des coups encore plus durs à la bourgeoisie, jusqu'au jour où nous l'abattrons... car seule la Révolution, en supprimant le système capitaliste résoudra définitivement la crise.

non au chômage

Dans un certain nombre d'usines touchées par les mesures de chômage, les ouvriers sont entrés en lutte pour faire échec aux plans de la bourgeoisie.

- A Albi-St-Ivery, les 23 ouvriers de l'entreprise EMGP qui venait de déposer son bilan se sont opposés le 26 décembre au démontage et à la vente des machines. Ils veulent avoir l'assurance que le prix de vente servira en priorité au paiement des 2 mois de salaires qui leur sont dus. Ils sont sans travail depuis le 17 novembre et sans paye depuis un mois et demi.

- Aux ateliers Braff à Hennebont, les ouvrières ont refusé les mesures de chômage technique. Peu avant Noël, le patron avait déjà licencié 25 ouvrières. Quand le 27 décembre la direction a annoncé la mise en chômage technique sans salaire jusqu'au 9 janvier, les 32 ouvrières ont bloqué l'usine pour empêcher la sortie des cadres. Les flics sont immédiatement intervenus. Les

ouvrières avaient déjà été en chômage partiel et elles n'avaient pas touché le SMIC. Le patron envisage un licenciement collectif à partir du 9 janvier.

- Les 800 ouvriers de chez Bailleul (Nord) refusent d'accepter le dépôt de bilan de leur usine qui les jette à la rue: avec l'argent de l'entreprise, le patron s'est payé 2 châteaux (dont un de 70 millions), 36 appartements et sa fortune personnelle est évaluée à plus de 300 millions anciens!

- Chez Peugeot, dès le 3 janvier, premier jour de l'application de la réduction d'horaires, les ouvriers d'Audincourt ont débrayé et manifesté devant les bureaux de la direction. La direction a promis de revoir les horaires d'embauche: avec la réduction de travail, il y a un double horaire d'embauche à 7h et à 7h30, le plupart des ouvriers qui viennent de très loin sont obligés d'attendre pour rien de 7h à 7h30!

Fermures d'usine

6/1/74

- DIM (St Vallier): fermeture le 14 janvier: une centaine de personnes dont 97 ouvrières sans travail. La direction promet des indemnités et le transfert... au Creusot!

- ateliers de confection SEMALIC (Berry): dépôt de bilan le 4 janvier. 150 ouvriers à la rue: ils n'ont touché ni le salaire de décembre, ni la moitié de celui de novembre.

- Bonnetterie AMOS (Vosges): dépôt de bilan: 400 travailleurs sans emploi.

- COUTANT (Maisons-Laffitte): dépôt de bilan: 429 travailleurs licenciés sans reclassement.

- SALADOR (Dijon): fermeture en juin: 60 personnes licenciées.

- CLAIR & FILS: 300 personnes licenciées.

- BAILLEUL (Nord): dépôt de bilan le 4/12: 800 ouvriers licenciés.

- EMGP (Albi-St Ivery): dépôt de bilan: 23 ouvriers licenciés.

Chômage technique

- BLAUPUNKT (Caen): fermeture du 7 au 13 janvier.

- Ateliers de confection BRAFF (Hennebont): mise en chômage technique du 17 décembre au 9 janvier sans salaire de 320 ouvrières.

- HUARD (Châteaubriant): fermeture d'une semaine: 1400 salariés.

- Tanneries à BORT (Corrèze): 80 ouvriers sur 108 en chômage pour 3 mois.

Licenciements

- Chocolaterie FAVIER-MILLAT (Roanne): 60 licenciés sur 150 salariés.

- ICC (Montreuil), filiale de CSF-Thomson: 53 licenciements.

- Salaison ROINOR (St Chamond): 10 licenciements sur 45 travailleurs.

- SIDAC (Etain): 193 licenciements.

- PRIOR (Marseille): 64 licenciements le 2/1 à l'usine St Marcel.

- LANVIN (Dijon): licenciement des saisonniers un mois avant la date habituelle.

Réductions d'horaires

- PEUGEOT: les horaires passent de 43 à 40 h à compter du 3 janvier pour les 6000 ouvriers, soit une perte de salaire de 100 F à 150 F par mois.

- CAUSSE WALLON (Bouchain - Nord): horaires passant de 44 à 40 h 200 travailleurs perdent de 150 F à 200 F par mois.

- MOULINEX (Caen): la direction prépare un plan de réduction de la semaine de travail de 4 jours soit 32 h.

- MANUBAT (Dijon): 350 personnes ont leurs horaires réduits à 40 h.

non aux restrictions de gaz

Le gouvernement vient de décider de réduire de 25% la consommation de gaz dans 53 appartements. Une fois de plus, c'est la classe ouvrière qui va en subir les conséquences. Ne parlons pas du cynisme qui consiste à conseiller aux travailleurs de renoncer au pot-au-feu et de manger des beefsteaks au moment précis où ils augmentent de 7%; il y a surtout les milliers de travailleurs qui vont voir leur salaire encore réduit par le chômage technique, et ceux qui seront jetés à la rue par les fermetures d'usine.

Et tout ça, aux dires de la bourgeoisie, à cause d'une panne dans une usine algérienne, à Skikda. Saluons au passage les talents de saboteurs des ingénieurs français qui ont mis au point cette usine toute neuve. Mais il y a surtout de quoi s'étonner: en effet, cette usine, prévue pour fournir 15% de la consommation française en 1974 avait toujours mal fonctionné et en fournissait jusqu'à maintenant tout

juste 2,5%. Alors de deux choses l'une: Ou bien les techniciens du GDF sont de piètres planificateurs, pour ne pas avoir prévu que cette usine bancaire ne remplirait pas ses fonctions; ou bien il y a autre chose derrière: ne créerait-on pas artificiellement une pénurie pour préparer des hausses importantes du prix du gaz demandées depuis longtemps par GDF (d'autant plus que le prix du gaz hollandais qui constitue 45% de la consommation française vient de quadrupler)? C'est une technique bien connue des trusts du pétrole.

Quelles qu'en soient les raisons, nous n'accepterons pas de faire les frais de l'affaire. Nous n'accepterons aucune réduction de notre consommation de gaz, aucune réduction de chauffage. Nous lutterons contre toute hausse du prix du gaz et contre toute menace de chômage technique et de licenciement. A la bourgeoisie de payer ses difficultés.

à qui revient le prix d'1 litre de super

(en Francs)	Septembre 73	Novembre 73	prévision pour janvier 74
coût de production	0,01	0,01	0,01
part des pays producteurs	0,05	0,09	0,18
part des compagnies	0,30	0,35	1,41
taxes de l'Etat français	0,89	0,90	
total payé par le consommateur	1,25	1,35	1,60



non à la hausse

La période des fêtes n'a pas été une trêve dans la lutte des classes. Aux côtés de leurs camarades Lip et des Câbles de Lyon à Gennevilliers, les ouvriers de Doux, de Dynamic ont continué leur lutte.

- Chez Doux à Pédernec, les 100 ouvriers employés dans une usine d'abattage et de transformation de volailles réclament un salaire minimum de 1000 F pour tous, une prime de transport et une amélioration de leurs conditions de travail. Ils se sont mis en grève le 4 décembre. Le patron qui refusait toute négociation a dû céder et ouvrir les discussions le 3 janvier au cours de la 5ème semaine de grève. Il ne veut accorder que des augmentations minima, une révision des horaires et quelques améliorations des conditions de travail. La lutte continue.

- Chez Dynamic, à Ormoy dans l'Essonne, les ouvriers, en majorité immigrés sont en grève depuis le 10 décembre et occupent leur usine, ils réclament des meilleures conditions de travail, une augmentation de 1 F de l'heure pour tous (actuellement, ils gagnent 1250 F par mois pour 46 h par semaine). La lutte continue malgré toute une campagne d'intimidation des patrons: chauffage et électricité coupés dans l'usine, menaces de mort, convocations à la gendarmerie, constat d'huissier, provocations armées de nervis du patron contre le piquet de grève. Les ouvriers ne se laissent pas intimider.

HALTE A LA NOUVELLE VAGUE D'AGRESSIONS RACISTES

L'attentat de Marseille, perpétré par des nervis fascistes vendus à la CIA a donné le coup d'envoi à une nouvelle série de crimes racistes :

- dans la nuit du réveillon de Noël à Iseron, près de Grenoble, Tarussio le videur d'un dancing abat de sang-froid un algérien de 27 ans peintre en bâtiment, Abed Mabrouk appelé Mekkache, d'un coup de fusil de chasse à canon scié.

- dans la nuit de Noël à Lyon, dans le quartier de la Croix Rousse, une patrouille de flics trouve par hasard un jeune algérien de 25 ans, Salah Chenouf, le visage marqué de nombreux coups.

- à Montoir de Bretagne, Mohammed Zebini est roué de coups dans la soirée

du 26 décembre et abandonné sans connaissance. Il est découvert 11 h après dans un état très grave avec une double fracture du crâne.

- à Marseille, dans la nuit du 27 au 28 décembre, un car transportant 6 travailleurs immigrés est attaqué à coups de pistolet.

- à Roubaix, dans la nuit du 28 décembre, un commando raciste attaque un algérien et saccage le café dans lequel M. Mohammed Behaoudia blessé, se réfugie.

- à Besançon, dans la nuit du 1er au 2 janvier, la patronne d'un café tire sur Saïd Ben Sot, algérien de 38 ans et le tue.

Parallèlement, on entend une série de déclarations racistes voilées comme

celles de Provo (Maire «socialiste» de Roubaix) ou de Deferre (Maire «Socialiste» de Marseille) qui défile à la tête des manifestations sionistes et refuse de recevoir l'Ambassadeur d'Algérie après l'attentat de Marseille, ouvertes comme celles du maire de Fréjus qui proclame que «la race blanche est en danger».

Le gouvernement, s'il n'encourage pas officiellement cette campagne, - il lui faut maintenir coûte que coûte ses relations avec les pays arabes - ne la désavoue pas non plus officiellement. Marcellin, dans un communiqué crapuleux a prétendu démontrer que le gouvernement recherchait activement et punissait les auteurs des crimes

perpétrés contre les algériens. Les seuls criminels poursuivis sont les criminels de droit commun. Un an après l'assassinat de Mahmoud Hamchari, où sont ses tueurs ? En liberté. Plus de 50 algériens ont été tués par des nervis racistes depuis le début 73, aucun coupable n'a été arrêté. Aucun assassin des 11 algériens tués après le meurtre du tramot marseillais n'a été arrêté. Par contre, à Besançon, la patronne du bistrot qui tue un algérien est immédiatement remise en liberté, à Roubaix, le commando raciste est relâché, à Iseron Tarussio tue de sang-froid Mekkache, la presse locale et la police prétendent immédiatement que c'était Mekkache qui le menaçait d'un rasoir (on ne

retrouve rien, mais peu importe), les flics et l'ambulance mettent trois heures pour arriver, juste le temps de laisser mourir Mekkache, des témoins algériens et français sont là, les flics embarquent et maltraitent les seuls témoins algériens.

Cette recrudescence des crimes racistes, est le résultat de la propagande raciste qu'a orchestrée la bourgeoisie juste avant la crise du pétrole, et sert actuellement en partie ses plans : inciter par tous les moyens les travailleurs arabes à quitter volontairement la France.

HALTE AUX CRIMES RACISTES ! CHATIMENT DES COUPABLES !

marseille ...

Dans la nuit de jeudi à vendredi 28 décembre un car transportant 6 travailleuses algériennes, espagnoles et françaises de retour du travail a été attaqué à coups de pistolet : 2 algériennes ont été blessées, dont l'une est dans un état critique avec une fracture du crâne provoquée par une balle. Face à cet attentat la police a immédiatement déclaré dans un communiqué qu'il ne pouvait s'agir d'une agression raciste, faisant état de diverses hypothèses fantaisistes ; les journaux ont repris telle quelle cette version ; la «Marseillaise» révisionniste a fait de même en passant le 29 un article dénonçant l'attentat raciste, puis revenant le lendemain sur sa position, sous le couvert d'un communiqué de l'Amicale des Algériens déclarant qu'il ne pouvait s'agir d'une agression raciste. Pour étouffer l'affaire la police, aidée par l'administration de l'hôpital, a empêché les visites à la victime qui est encore hospitalisée. Quant à l'autre victime, renvoyée chez elle par l'hôpital après des soins à peine suffisants, elle est seule avec 8 enfants à charge : son patron a voulu tout d'abord l'intimider et lui faire reprendre le lendemain sans reconnaître l'accident de travail mais il a été finalement obligé de lui signer les papiers.

Le CACF de Marseille a immédiatement riposté à ce nouvel attentat raciste par des affiches manuscrites en français et arabe collées dans le quartier de la porte d'Aix et en appelant par tracts à un rassemblement le 1er janvier : tout en rappelant les faits et en dénonçant la campagne raciste de la bourgeoisie le CACF y a fait une collecte pour les victimes de l'attentat ; déjà à l'appel du comité un mouvement de solidarité avait eu lieu dans la cité où habitent les victimes, le CACF va le renforcer et l'organiser.

Halte aux crimes racistes !

Exigeons le châtimement des coupables !

Correspondant Marseille 21.74

...roubaix

Les courées insalubres où sont obligés de vivre les travailleurs.



demande de contact avec les c.a.c.f.

Nom Prénom
 adresse
 profession
 envoyer aux C.A.C.F.
 162, rue Marcadet - Paris (18e)

Le 28 décembre, M. Mohammed Behaoudia, manœuvre à Roubaix était attaqué par un groupe de jeunes français qui l'ont blessé, puis ont saccagé le café arabe dans lequel il s'était réfugié. Appréhendés par la police, ils ont été remis en liberté le lendemain et ne sont pas poursuivis. La police tente de se justifier en disant que «les faits eux-mêmes ne sont pas d'une extrême gravité». Elle déclare qu'il ne s'agit que d'un règlement de comptes «une simple bagarre, une histoire classique pendant la période des fêtes». Le parquet de Lille affirme : «Il ne s'agit nullement d'un acte raciste comme on voudrait le faire croire». Le maire «socialiste», M. Provo n'est pas en reste : «des bagarres dans un bal, ça existe entre français, ça peut aussi arriver entre français et algériens.» Toutes les autorités de Roubaix s'évertuent à faire croire que c'est un fait isolé, que les immigrés sont considérés comme des roubaixiens à part entière. Mais les travailleurs immigrés s'indignent justement de voir relâcher sans poursuite les auteurs de l'agression : une fois de plus, un crime contre un immigré est couvert ; ils réclament le châtimement des coupables.

Les affirmations de la police et du Maire de Roubaix sont de grossières falsifications. Ce n'est pas le premier acte raciste dans la ville. Début 73 des travailleurs algériens, agressés par un groupe en voiture, étaient jetés au canal. En septembre, un travailleur algérien est poursuivi rue de Strasbourg ; il se réfugie dans un garage, on brûle sa mobylette. En décembre, l'appartement en

garni, Grand'rue, d'un autre algérien est saccagé par des français. L'an dernier, de nombreux cafés tenus par des algériens ont eu leurs vitrines brisées à coups de pierres et de bouteilles. Déjà, à cette époque, la municipalité et la police s'étaient contentées de fouiller les consommateurs algériens, victimes de ces agressions ! Le racisme n'est donc pas nouveau, ni l'attitude de la municipalité ! Malgré ses déclarations paternalistes, le Maire de Roubaix a multiplié depuis des années les initiatives racistes. Il y a 3 ans, la municipalité avait adopté un décret empêchant les familles de travailleurs immigrés de s'installer dans la ville. Le Maire a demandé au préfet de tout faire pour qu'il n'y ait plus de nouveaux travailleurs étrangers : la réponse fut très favorable : «nous prendrons toutes les mesures...» La municipalité s'appuie sur des pétitions «spontanées» pour prendre des mesures. Le député «socialiste» Cleranbeau répondit à une de ces pétitions de façon publique :

«nous ne ferons pas de cadeaux aux arabes, ils ne nous en ont jamais fait». Des journaux comme «Nord-Eclair», contrôlé par Provo publient des enquêtes soi disant objectives en faisant parler des familles françaises hostiles aux immigrés. Tout cela nourrit le racisme, tout cela est encouragé par la municipalité «socialiste». Mais il y a des moyens plus efficaces pour chasser le maximum de travailleurs immigrés de Roubaix. Toute une série de quartiers anciens habités principalement par des immigrés

sont rasés petit à petit, au profit d'immeubles de luxe où ils ne peuvent se reloger. C'est le cas de courées, dont les plus insalubres sont habitées à 95% par des immigrés. C'est le cas du quartier dit de l'Os à Moëlle, transformé en résidences de luxe ou de la Guinguette où plusieurs milliers d'immigrés vont être expulsés pour faire place à des HLM à taux très faible de locataires immigrés. Chassés de Roubaix, ils doivent se grouper dans des ghettos comme la Cité de Transit «La Liouderie» à Hem, construite cette année pour 64 familles, ou des foyers Sonacotra comme celui de la rue Brame (3,60 m2, 150 F par mois, 200 F sous peu). L'interdiction pour les immigrés de venir s'installer à Roubaix fait naître un trafic d'adresses : les policiers eux-mêmes indiquent des marchands d'adresses à Tourcoing. Pour 100 F, la carte de séjour des travailleurs immigrés portera une adresse ailleurs. Cela les contraint à loger dans des chambres clandestines à Roubaix. Cette politique de l'habitat ne présente que des avantages pour la municipalité raciste : opérations immobilières fructueuses éloignement des immigrés, ou silence forcé à cause de leur situation irrégulière. Le Maire peut faire l'étonné, lui qui organise le racisme avec de grands moyens ! Les camarades de Roubaix ont dénoncé dimanche sur le marché la vague des attaques racistes et réclamé le châtimement des coupables. Ils ont eu là beaucoup de discussions avec les travailleurs immigrés, indignés par cette affaire et la position des «socialistes».

GENNEVILLIERS

câbles de Lyon 7ème semaine de grève

Depuis 1 mois 1/2 les travailleurs des Câbles de Lyon sont en grève pour :

- 0,50 F pour tous

- A travail égal, salaire égal

- Reconnaissance de la section syndicale CFDT créée au début de la lutte.

Le 23-12, les grévistes ont été chassés de l'usine par les flics. Les militants du CACF et de l'OSR ont alors proposé d'organiser une manifestation dans Gennevilliers pour créer un rapport de force en faveur des grévistes. Cette manifestation a eu lieu le 27-12 : 400 personnes ont parcouru les quartiers populaires de Gennevilliers jusqu'à l'usine investie par les flics aux cris de : «A bas l'Etat des flics et des patrons !», «Les flics hors des Câbles !», «Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat !». Le long de la manif, des militants du CACF ont diffusé un tract expliquant pourquoi le combat des ouvriers des Câbles est un combat exemplaire et comment il rejoint la lutte de tous les travailleurs contre la hausse des prix et la lutte des travailleurs français et immigrés de Gennevilliers contre les conditions de travail dégueulasses.

L'UL-CGT avait refusé de participer à la manif sous prétexte qu'elle n'avait pas le

temps de mobiliser ses militants à cause des fêtes de Noël.

Le succès de cette manif, c'est donc un grave échec pour elle. De plus il faut préciser que c'est la première manif à Gennevilliers sans le P«C»F, ni la CGT. Après la manif, un gala de soutien a été organisé à la maison pour tous où les nombreux spectateurs (environ 400) ont pu s'informer des conditions de travail aux Câbles de Lyon et de l'organisation de la grève. Entre temps, le 27-12 au matin, les travailleurs avaient reçu une lettre de la direction les informant de la reprise du travail le jour même à 14 h. Ils s'étaient aussitôt rendus en manifestation à la boîte pour montrer leur détermination et pour dénoncer les manœuvres de la direction. D'ailleurs seuls les bureaux et la maîtrise ont repris le travail, ce qui fait que la production est toujours bloquée. Après la manifestation du 27, les grévistes étaient gonflés à bloc et plus que jamais décidés à continuer la lutte. Il fallait alors proposer des initiatives plus larges, ce qu'ont fait le CACF et Front Rouge en popularisant parmi les grévistes l'idée d'une manifestation à Paris. Face aux manœuvres de l'UL-CGT et du P«C»F, il faut en effet maintenant réagir vite. La mairie révisionniste de Gennevilliers, la semaine

dernière, n'a versé l'aide financière que le jeudi au lieu du lundi et a essayé de décourager les grévistes.

- Le 4.01, profitant de l'absence du comité de grève parti négocier avec la direction, la CGT a convoqué une réunion des grévistes où elle a dénoncé le comité de soutien qui participe aux assemblées générales, c'est à dire en fait les militants du CACF, présents à toutes les AG.

- Le 5.01, la CGT a fait dire qu'elle était prête à soutenir la grève mais qu'elle ne voulait plus du comité de soutien aux AG.

Les travailleurs, laissés sans perspectives par la CFDT depuis plus d'une semaine se sont rabattus sur la proposition de la CGT avec d'ailleurs la bénédiction du permanent de la CFDT et ont donc admis la CGT à l'AG. Face à cela, Front Rouge et le CACF ont proposé d'intensifier la popularisation et de manifester à Paris. Cette manif, qui a reçu l'accord du Comité de Grève aura lieu à la fin de cette semaine au siège de la CGE. Le Comité de grève a aussi prévu un meeting à la Bourse du Travail de Paris. Les travailleurs des Câbles vaincront !

TOUS A LA
MANIFESTATION
DE SOLIDARITE
AVEC LES
TRAVAILLEURS
DES CABLES
DE LYON
SAMEDI 47 H
PLACE CLICHY

GRANDE SCYNTHE PREMIERS SUCCES DANS LA GREVE DES LOYERS

Dans les foyers de la région dunkerquoise, les résidents ont entrepris plusieurs luttes contre la hausse des loyers, la répression et les expulsions. Les Marxistes-Léninistes de Dunkerque ont participé activement à ces luttes, en expliquant que la hausse des prix peut être combattue et en avançant les mots d'ordre de 1500 F pour 40 heures, pour la défense du pouvoir d'achat...

Au foyer Branly de Grande Scynthe, les travailleurs français et immigrés entament leur 6ème mois de grève. Ils sont organisés au sein de l'Association des Résidents de Foyers de la Région Dunkerquoise (ARF-RD), créée à l'initiative des Marxistes-Léninistes. Ils luttent contre l'augmentation de loyer, qui devait passer de 96 F par mois à 111,60 F pour chacun des 2 occupants d'une chambre et réclament le blocage des loyers. Bien entendu, l'ADOGEC, propriétaire du foyer refuse d'accepter le blocage des loyers et a tenté toutes sortes de manœuvres pour diviser les grévistes, comme le chantage à la fermeture du foyer, ou le refus de l'entrée du foyer aux immigrés revenant de congé. Récemment, un premier pas vient d'être fait vers la victoire : Galloit, président de l'ADOGEC, et Guérin, secrétaire général, viennent de promettre de virer le gérant du foyer le 31-mars. L'ADOGEC parle également d'accepter un blocage à 100 F par mois jusqu'en août (la revendication des grévistes était de 100 F par mois bloqués pendant un an). Mais pour le moment, ce ne sont que des promesses et la lutte, continue... chaque mois, il y a 100 grévistes sur les 120 locataires dans le foyer. Au foyer Pérez, à l'initiative des marxistes-léninistes et de l'ARF-RD, 25 locataires sont intervenus dans le bureau du gérant pour protester contre l'expulsion d'un locataire. C'est une politique courante de l'ADATARELLI qui gère ce foyer.

Au foyer ADATARELLI de Teteghem, un tract dénonçant la politique de répression du gérant a été distribué par l'ARF-RD.

Au foyer de petite-Synthe du chantier naval, une pétition a été signée et portée à la direction du chantier à l'initiative de délégués immigrés CFDT de la commission immigrés du syndicat, pour protester contre la fermeture du foyer...
correspondant.

demande de contact avec l'o.s.r.

Nom Prénom
adresse
profession
envoyer à Front Rouge qui transmettra

NON Mr. MESSMER, LIP CE N'EST PAS FINI



«messmer, quand viendras-tu inaugurer l'usine lip» - manifestation devant l'usine de palente.

Janvier 74. 10ème mois de lutte des ouvriers de LIP. Inlassablement, ils refusent le démantèlement et les licenciements que la bourgeoisie prétend leur imposer.

L'année 73 s'était terminée avec les vaines tentatives du gouvernement d'imposer un plan de démantèlement en faisant repartir indépendamment avant le 15 le secteur armement avec Arbel. Le gouvernement avait reçu le soutien de la municipalité «socialiste» de Besançon qui avait trouvé pour ce Monsieur Arbel le local dont il avait besoin pour entamer le processus de démantèlement. En effet après avoir longtemps fait semblant d'hésiter, la municipalité a ouvertement avoué son camp : celui de ceux qui veulent

démanteler l'usine et licencier les travailleurs, celui de la bourgeoisie. Ainsi se dégonfle le mythe du soutien de la municipalité aux travailleurs, les déclarations, la participation en tête de certaines manifs de Minjoz, le maire «socialiste».

L'année 74, commence avec les mêmes menaces du gouvernement : C'est Messmer qui d'un ton hargneux réaffirme encore «Lip, c'est fini ! Il y a un homme nommé par le ministre compétent, un homme chargé de s'occuper de cette affaire, mais ce qui est décidé est décidé ! Je ne reviendrai pas là-dessus ! Le 15 janvier, dernière limite, la partie armement de Lip doit reprendre». L'homme dont parle ici Messmer c'est Neuschwander, ce

publiciste nommé par Charbonnel pour examiner (10 mois après le début de la lutte) si la relance de Lip est possible ! La réponse à cette question, les travailleurs la connaissent : le cabinet Syndex a réalisé pour la CFDT des études qui prouvent bien que l'acharnement du gouvernement trouve son origine non pas dans le manque de rentabilité capitaliste de Lip, mais dans sa volonté de faire un exemple, de prouver au moment où le chômage se développe considérablement, qu'une lutte résolue contre le chômage ne peut pas être victorieuse. Messmer a ainsi clairement tracé le cadre de la mission de ce Neuschwander chargé jusqu'au 15 janvier de tromper les travailleurs, de

faire croire qu'une solution est en vue alors que ce que prépare avant tout la bourgeoisie c'est le démantèlement par la remise en route du secteur armement avec Arbel.

La hargne de Messmer n'a pas surpris les travailleurs ; ils connaissent l'acharnement du gouvernement à briser leur lutte, ils ont déjà su faire face à la trahison ouverte de la confédération CGT ainsi qu'aux manœuvres sordides de la direction confédérale CFDT. Dès le 3 janvier, pour réaffirmer qu'ils maintiennent leurs revendications intégralement, que pour eux la question décisive c'est de pouvoir tous retravailler à l'usine Lip, ils ont manifesté massivement devant l'usine encore occupée par les CRS.

Aux cris de «CRS, hors de Lip !», «l'usine aux travailleurs», plus de 700 travailleurs ont réaffirmé devant l'usine l'objectif de leur lutte. C'est la preuve qu'au 10ème mois de leur lutte, la combativité des travailleurs est intacte.

Pour aider les travailleurs de Lip à arracher la victoire, tous les travailleurs de France doivent manifester en ce début d'année qu'ils restent mobilisés pour soutenir cette lutte exemplaire. La victoire des Lip sera la victoire de tous les travailleurs, la preuve que le chômage organisé par la bourgeoisie peut être mis en échec.

**NON LIP CE N'EST PAS FINI !
PAS UN SEUL LICENCIEMENT !
PAS DE DEMANTELEMENT !**

cfdt cheminots: les réformistes font la chasse aux opposants

Le dernier conseil fédéral CFTD Cheminots a été l'occasion d'une première attaque en règle contre un regroupement de la gauche syndicale. Au Congrès fédéral de St Etienne, il y a un peu plus d'un an, deux voies s'étaient opposées au sein de la fédération, par exemple quand une partie importante des militants étaient allés manifester contre la Circulaire Fontanet, aux côtés des grévistes de la faim tunisiens, pendant que l'autre partie se rendait au vin d'honneur offert par Durafour (maire PDM de St Etienne), responsable de la répression contre ces mêmes immigrés. Depuis, cette gauche syndicale, regroupant des militants responsables syndicaux des régions de Lyon, Amiens, Reims, Metz, Tours, Paris... s'est organisée en un «groupe de recherche», le G.R.A.M.O.C., tentant d'impulser un souffle nouveau, critique par rapport aux autogestionnaires, du style Raymond Martin (membre du CE, ami d'Edmond Maire et «garde-fou» de la Fédération Cheminots CFTD). Mais cette juste tentative d'opposition à la ligne réformiste des dirigeants confédéraux rencontre aujourd'hui d'énormes difficultés sous les assauts de la direction réformiste de Maire qui tente de les exclure, de leur interdire tout droit de parole.

Nous, syndicalistes révolutionnaires, nous leur tendons la main.

Camarades, adoptez une attitude claire de lutte contre le réformisme dans la CFTD. **Construisons ensemble l'Opposition Syndicale Révolutionnaire**, comme un courant unitaire de lutte de classe, redonnant aux travailleurs de la CFTD et de la CGT leurs armes syndicales pour l'avancée vers la Révolution prolétarienne. L'heure est à la clarification !

cem lyon: 200f. pour tous

Fin décembre, la direction générale des usines C.E.M. à Lyon où il y a trois usines (Cem, Normacem, Petercem) a accordé aux «compagnons» bien notés une prime de fin d'année de 200 F : 64 l'ont touchée, sur près de 1800 ouvriers. Dès que la nouvelles est connue, les ouvriers réclament que cette prime soit versée à l'ensemble des travailleurs. A Normacem, les gars montent en délégation à la direction, qui refuse d'accorder la prime. A l'appel de la CGT et de la CFTD, ils débrayent vendredi 21 en fin de poste et décident de se mettre en grève. Le mercredi 26, à 9h30, un A.G se tient devant la boîte, et malgré l'avis contraire des syndicats, tout le monde arrête le travail et les gars décident d'occuper les locaux, et en particulier les locaux de la direction. Le soir, après le départ des grévistes, la

direction barricade les bureaux avec des madriers de bois ! Le lendemain, après l'A.G, les grévistes forcent les portes des bureaux et occupent de nouveaux locaux, sequestrant la direction. Celle-ci refuse de négocier «sous la contrainte». Vendredi, les grévistes occupent tous les ateliers et sont bien décidés à ne pas céder. Ils en ont assez des bonnes paroles du patron, et au cours de l'action, ils ont établi un cahier de revendications :

- la prime de 200 F pour tous.
 - Remboursement des frais de transports.
 - Réduction du temps de travail
 - Augmentation générale des salaires.
- Dès que la nouvelle de la grève à Normacem est connue, les autres boîtes CEM de France débrayent : Dijon, Le Bourget, Electronique, Fibre et Méca etc...

sescosem - grenoble grève contre une mise à pied

Le Jeudi 20 Décembre, à la SESCOSEM (usine de semi-conducteurs employant des femmes, souvent très jeunes, comme OS), la presque totalité de l'équipe du matin (450 à 500 OS) et une bonne partie de celle du soir ont débrayé pour riposter à la mise à pied et à la menace de licenciement infligée à une ouvrière. La direction voulant faire un exemple en frappant une ouvrière combattive qui faisait l'unité de son atelier. Elle lui augmente son rendement (de 460 à 490 pièces à l'heure) en sachant qu'il est impossible à tenir : c'est un moyen de rendre le licenciement légal (faute professionnelle). C'était compter sans la riposte immédiate et massive des ouvrières ! Par la grève, elles ont fait reculer le jour même la direction qui a supprimé la menace de licenciement et accordé le changement exigé de poste et de chef, mais elle a maintenu la mise à pied de 2 jours. Cette victoire est importante, la première lutte victorieuse depuis deux ans. Le débrayage a été proposé à la CFTD par les syndicalistes révolutionnaires et les ouvrières de l'atelier de la camarade menacée. La CFTD a donné son accord et le signal du débrayage. La CGT a suivi la grève et a participé à la rédaction d'un tract fait par les grévistes et leurs organisations syndicales. Les ouvrières du soir ont voté la grève

contre le maintien de la mise à pied. La CFTD a alors expliqué l'importance du succès : il y a longtemps que la direction n'avait pas cédé si rapidement, un maximum a été obtenu, il était improbable que la direction revienne sur la mise à pied. Résultat : la proposition d'un débrayage pour le lendemain pour la levée de la mise à pied n'est pas retenue, alors qu'une grande partie des ouvrières était prête à continuer la lutte. Les ouvrières marxistes-léninistes de l'usine ont montré dans un tract très bien reçu que la direction a voulu faire un exemple mais que ce n'est pas là un acte isolé : toutes les ouvrières sont soumises depuis quelque temps à une intensification du travail, préparant la mise en place du système de classification par poste. Les ouvrières ont apprécié que ce tract dénonce le rôle des chefs dans l'exploitation capitaliste, ce que les directions syndicales réformistes et révisionnistes passent toujours sous la table. Les marxistes-léninistes appellent les ouvrières à rejoindre les syndicats pour qu'ils deviennent l'instrument de lutte indispensable pour faire aboutir les véritables revendications. La lutte continue. Suppression des mises à pied et des blâmes ! Non à l'intensification du travail ! Non au système du salaire au poste ! A travail égal, salaire égal !

Correspondant Grenoble.

PETROLE: LES PAYS PRODUCTEURS SUIVENT MASSIVEMENT L'EXEMPLE DES PEUPLES ARABES

L'OFFENSIVE GENERALISEE DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE CONTRE LE PILLAGE IMPERIALISTE...

La lutte déclenchée avec une nouvelle vigueur par les Etats arabes pour mettre un frein au pillage de leur pétrole par les puissances impérialistes, gagne de nombreux autres pays. Après la récente décision de Téhéran prise par 6 pays du Golfe de doubler le prix du pétrole, en Amérique Latine et en Afrique l'exemple a été suivi. En Equateur, en Bolivie, pays que l'impérialisme US croyait tenir à sa botte, le prix du baril de pétrole est passé respectivement à 13,7 et 16 dollars ! Au Vénézuéla pour la onzième fois de l'année, le prix du pétrole est relevé de 7,74 dollars le baril à 14,85 ! Ce pays a décidé de renforcer la production de la compagnie d'Etat qu'il a créé au détriment des sociétés pétrolières étrangères et il envisage d'ici 1983 d'avoir récupéré toutes les concessions d'exploitation des gisements faites aux impérialistes ; il envisage même de se doter de sa propre flotte de pétroliers pour commercialiser lui-même son

pétrole et ne pas dépendre des compagnies US.

En Afrique, le mouvement est le même : le ministre de l'énergie du Gabon (fournisseur entre autre de la France) a déclaré : «le Gabon est disposé à agir en coordination avec les Etats exportateurs de pétrole afin d'utiliser le pétrole comme une arme politique». Le Nigéria, fait passer le prix du baril à 14,69 dollars, tandis qu'au Zaïre, l'Etat a retiré aux compagnies qui détournent du pétrole au profit de leur pays d'origine (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Pays-Bas) le monopole de la distribution du pétrole dans le pays. La solidarité manifestée à la dernière conférence d'Alger entre les pays d'Afrique et les pays arabes n'est pas une simple formule : les pays impérialistes s'ils veulent du pétrole devront payer plus cher.

...AFFAIBLIT NOTRE ENNEMI, L'IMPERIALISME FRANCAIS.

En France, les calomnies débitées par la propagande officielle sur les Etats arabes qui organisent la pénurie et la crise, perdent même tout aspect de

vraisemblance. La hausse du prix du pétrole est généralisée par tous les pays dominés qui en exportent, la diminution de production décidée en Octobre, a été assouplie (sauf pour les Pays-Bas et les Etats-Unis). Si la bourgeoisie française veut du pétrole, elle doit en payer le prix. Pour les travailleurs, c'est une situation excellente, ces coups portés à notre ennemi nous placent en position favorable pour l'attaquer et le harceler, pour lui faire payer la crise : l'heure est à l'offensive.

L'IMPERIALISME AMERICAIN TENTE DE REPORTER LA CRISE SUR SES RIVAUX EUROPEENS...

Dans cette situation de révolte générale des pays opprimés, contre le pillage impérialiste, les deux superpuissances tentent de profiter de leur position hégémonique pour faire supporter leurs difficultés à leurs rivaux. On verra ci-contre comment le social-impérialisme fait payer à prix d'or à l'Allemagne du pétrole «volé» aux pays arabes. Mais le cas de l'impérialisme US est encore plus flagrant. A l'évidence l'embargo sur les

produits pétroliers arabes a bien moins frappé l'impérialisme US que ses rivaux japonais et européens, par le seul fait que contrairement à l'Europe et au Japon le pétrole arabe rentre pour une très faible part dans la consommation globale d'énergie aux USA. Cet avantage a été renforcé par le fait que dans le cartel des compagnies pétrolières, les compagnies US par leur nombre et le tonnage traité, sont hégémoniques ; non seulement elles multiplient chaque fois les hausses des pays producteurs pour accroître leur profit mais aussi elles peuvent plus ou moins directement influencer, voire contrôler l'approvisionnement en pétrole de l'Europe et du Japon.

La situation du dollar sur le marché monétaire par rapport aux monnaies européennes est un signe qui ne trompe pas sur les points marqués par l'impérialisme US sur ses rivaux. Alors que depuis 1971, le dollar était en fréquente perte de vitesse, avait dû dévaluer deux fois, il se retrouve depuis 6 mois en progression constante par rapport au franc : il est passé de 3,88 F à 4,75 F hausse particulièrement accélérée ces trois derniers mois depuis que la crise de la bourgeoisie est devenue suraiguë. Les deux dévaluations opérées ont permis, en conquérant de nouveaux marchés, de nouvelles positions de rétablir le déficit de la balance commerciale US qui est aujourd'hui positive, ainsi que celle des paiements : il y a aujourd'hui un afflux de capitaux vers les USA ; l'embargo des Etats arabes, survenu au moment où déjà aux USA une crise d'énergie importante existait, avant

tout installé cette crise de l'énergie en Europe, au Japon : les taux d'expansion prévu pour ces pays sont révisés, certains parlent ouvertement de récession. Les industries de ces pays qui, il y a deux ans marquaient des points contre l'industrie US stagnante, sont à leur tour menacées.

...MAIS L'ECONOMIE YANKEE ELLE-AUSSI EST FRAPPEE.

Mais de cette situation, il faudrait bien se garder de croire que l'impérialisme US traverse indemne la crise actuelle. Si le dollar est en hausse par rapport aux monnaies européennes. Il est toujours en baisse par rapport à l'or. La situation intérieure aux USA est révélatrice de la profonde crise qui y sévit ; la dépendance des USA par rapport au pétrole extérieur y en s'accroissant malgré la production intérieure importante : 33% aujourd'hui de pétrole importé contre 27% il y a un an. La hausse générale du pétrole, y compris le pétrole non arabe, accroît le rythme de l'inflation aux USA. Pour faire face à la pénurie énergétique, 10% des vols aériens ont été supprimés, la consommation de fuel pour le chauffage cet hiver a été réduite autoritairement de 15% par rapport à l'année dernière. Et le «spectre de la récession» est bien présent : Général Motors, par exemple, le plus grand producteur mondial d'automobiles vient de mettre en chômage technique pour une durée illimitée 6% de son personnel, soit 38000 salariés ; il envisage en même temps de mettre au chômage pour 10 jours seulement 48.000 autres ouvriers !

Les menaces de Kissinger et de Nixon contre les Etats producteurs de pétrole montrent que l'impérialisme US souffre lui aussi, même si pour l'instant c'est moins que ses rivaux, des mesures prises par les pays dominés. Effectivement, c'est sans plaisir que les impérialistes US ont vu les pays non-arabes producteurs de pétrole suivre l'exemple des pays arabes, parce que c'est essentiellement du pétrole non arabe qu'importent les USA. C'est aussi sans plaisir que Nixon et Kissinger ont enregistré la menace des pays arabes de retirer tous leurs avoirs des banques occidentales et la création d'une banque arabe où les fonds provenant de la vente du pétrole aux compagnies ne sera plus à la disposition des pays impérialistes, mais permettront aux pays arabes de s'industrialiser. Pour s'opposer à la volonté des peuples arabes de profiter de leur richesse, les impérialistes US sont prêts à recourir à une agression militaire : ils entraînent dans le désert du Névéda les marines à reconquérir et faire fonctionner des puits de pétrole qu'un Etat arabe refuserait de faire fonctionner...

Mais la volonté des pays de disposer de leur richesse est un courant d'une telle force que les visées agressives des deux superpuissances connaîtront inévitablement la défaite.

«LES PAYS VEULENT L'INDEPENDANCE, LES NATIONS LA LIBERTE ET LES PEUPLES LA REVOLUTION».

L'URSS PILLE LE PETROLE IRAKIEN ET LE REVEND AU PRIX FORT A L'ALLEMAGNE

On savait déjà que la guerre du Moyen Orient avait été une affaire extrêmement rentable pour les marchands de canons soviétiques. La fameuse «aide militaire» soviétique est en réalité une fructueuse opération commerciale puisque les armes sont vendues au prix fort et payables dans des délais très brefs.

Ont vient maintenant d'apprendre qu'une partie de ce paiement est exigé en pétrole, et que, bien entendu, les nouveaux impérialistes de Moscou n'acceptent cet échange qu'à condition que le pétrole leur soit compté au prix faible ! Aucune différence en réalité avec les méthodes de pillage de n'importe quel autre impérialisme.

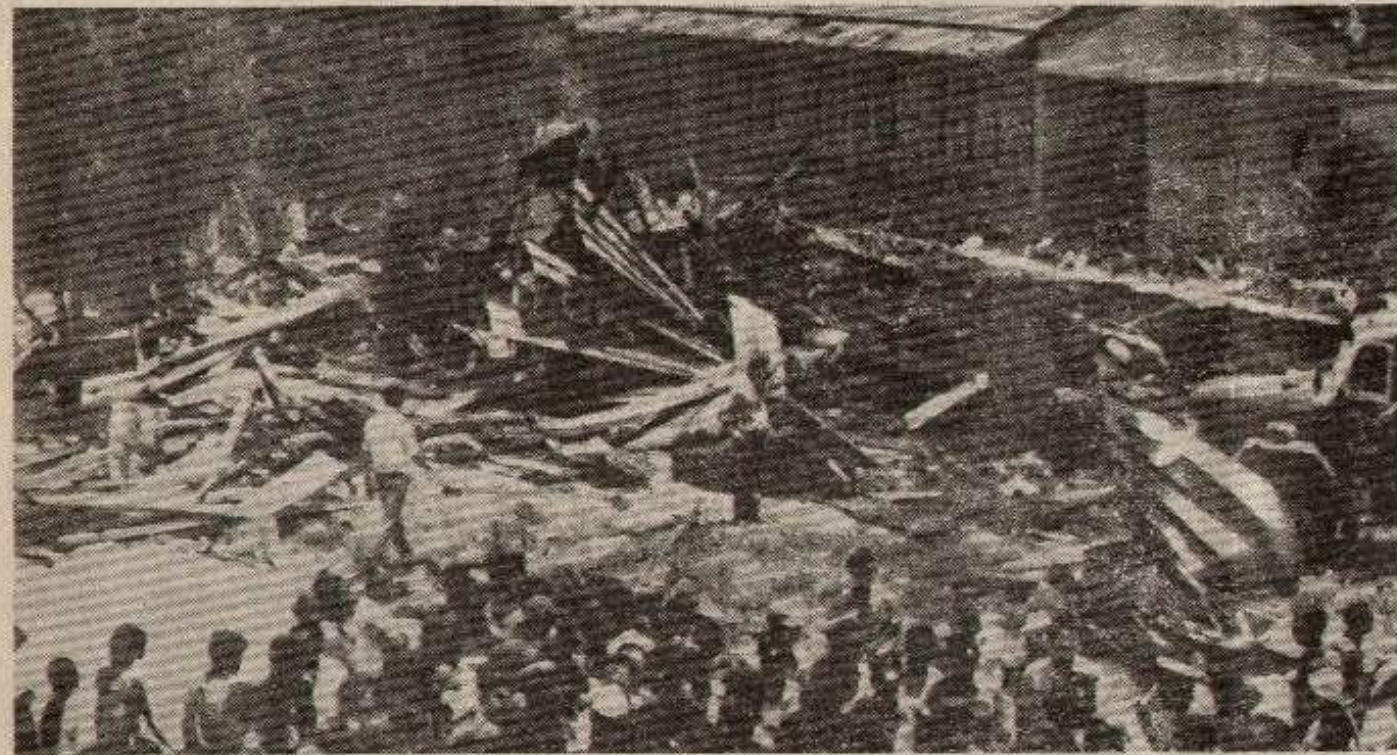
Et ce n'est pas tout. Un journal irakien vient de révéler que du pétrole, ainsi vendu par l'Irak à l'URSS, était revendu... 3 fois plus cher par l'URSS à l'Allemagne de l'Ouest. Ainsi, non seulement les sociaux-impérialistes soviétiques réalisent d'énormes profits sur le dos des peuples arabes, mais encore ils sabotent le plan d'embargo décidé par les pays arabes.

Décidément, les nouveaux impérialistes soviétiques ressemblent de plus en plus à leurs frères occidentaux, au moins sur le plan de la politique pétrolière. Pour l'URSS, comme pour les USA, l'un des enjeux de la guerre d'octobre était le contrôle du pétrole du Moyen Orient avec, comme le fait pressentir la révélation ci-dessus, en toile de fond, la possibilité de contrôler l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Sans oublier la propre consommation soviétique, puisque l'URSS importe, à bas prix, pour son propre usage, du pétrole arabe de bonne qualité, pendant qu'elle exporte, au prix fort, du pétrole soviétique de mauvaise qualité en direction des pays révisionnistes de l'Europe de l'Est. Rappelons également le frein mis par l'URSS au développement de la recherche pétrolière à Cuba, les sociaux-impérialistes préférant contrôler les besoins énergétiques cubains en livrant du pétrole soviétique, alors que les fonds marins cubains sont très riches en pétrole. Encore une fois, aucune différence avec la politique de domination et de pillage des autres impérialismes.

A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME RUSSE !

ELECTIONS EN ISRAEL

les sionistes ont peur !



une récente opération de la Résistance dans la banlieue de Tel Aviv

Les élections générales du 31 décembre en Israël se sont traduites par un recul du «Front Ouvrier» (Maarakh) de Golda Meïr, au profit de la coalition d'extrême-droite «Likoud» constituée peu avant la guerre d'Octobre à l'initiative du général Shaaron, avec entre autres Menahem Bésin chef du parti issu de l'ancien groupe terroriste Irgoun. Bien que Golda Meïr ne soit pas renversée par ces élections, cette progression de ce qu'il est convenu d'appeler la droite est significative. Le Likoud est ouvertement expansionniste, refuse absolument tout retrait des territoires occupés et réclame leur annexion définitive. Le Maarakh ne peut se permettre une telle position, dans la mesure où le rapport de force contraint le gouvernement sioniste à entamer un processus qui peut se

conclure sur quelques concessions. Mais c'est bien ce gouvernement qui, de fait, a mené toutes les guerres d'expansion. Ce que signifient ces élections, c'est que les sionistes ont peur, après les pertes énormes qu'ils ont subies dans la dernière guerre, et qu'ils se raccrochent à ceux qui sont apparemment plus durs, aux expansionnistes avoués. Les sionistes ont bien raison d'avoir peur, aux coups qu'ils ont subi pendant la guerre d'Octobre s'ajoute l'activité intense de la Résistance : le 15 décembre, plusieurs dizaines de soldats sionistes ont été blessés dans des combats de plusieurs heures près d'Akkaba, au Sud-Ouest de Naplouse en Cisjordanie occupée. Les sionistes ont fait intervenir l'aviation et des détachements de parachutistes. Le lendemain, la Résistance a plastiqué la

bourse du travail à Hebron. Malgré une répression féroce, une manifestation a protesté, le même jour, à Jérusalem contre l'expulsion de Palestiniens et contre l'occupation de la ville : plusieurs manifestants ont été blessés, 11 femmes arrêtées. Le 20 décembre, un véhicule militaire a été détruit à la grenade, près de Gaza. Ses occupants ont été blessés ou tués. Des charges explosives à retardement ont été placées dans le bureau sioniste du travail à Kalkiba (Cisjordanie). De nombreux morts ou blessés des dégâts considérables. Le 27 décembre, les fedayin ont nettoyé une position israélienne au Mont Hermon à la roquette et à l'arme légère. Les sionistes envoyés en renfort ont essuyé de lourdes pertes. Le 29, les lignes téléphoniques de Naplouse ont sauté ; le 30, les bâtiments de l'état civil de

Naplouse ont subi des dégâts... Les puits de pétrole du Sinaï sont en feu... Ces actions montrent la combativité des masses palestiniennes et de la Résistance dans les territoires occupés. Devant cette mobilisation, les sionistes intensifient la répression : en Cisjordanie, ils tentent de déraciner les populations en coupant les vivres, en interdisant la livraison de produits alimentaires, en multipliant les rafles, les perquisitions, les arrestations (50 habitants de Nabilus, d'Al-Khatil et de Ramallah), les tortures dans les prisons. Ils tentent de transformer la Cisjordanie en un camp de concentration : des patrouilles de 3 à 5 voitures sillonnent les villes, les villages, les routes. Dans les territoires occupés syriens, les sionistes repeuplent le Golan (16 communes) et projettent la construction d'une grande ville. Ils continuent de chasser les masses par les armes ou d'autres moyens de pression : 24000 personnes ont ainsi été chassées du Golan depuis la guerre d'Octobre.

Toutes ces exactions contre les peuples arabes prouvent à l'évidence qu'Israël n'a pas l'intention d'évacuer la totalité des territoires occupés en 67, et que ses visées expansionnistes ne sont pas mortes. La Résistance et les masses palestiniennes ne sont pas dupes : les arabes de Jérusalem ont boycotté massivement les élections municipales, refusant ainsi de «choisir» leurs oppresseurs. Malgré la répression dans les territoires occupés, la lutte s'intensifie. L'O.L.P. a refusé une conférence sur Gaza et la Cisjordanie proposée par Hussein en disant : «Ceux qui ont pris les armes le 1er janvier 1963 ne peuvent en aucun cas se permettre de les jeter sur n'importe quelle table de conférence» (Abou Ayad). Dans un message, Yasser Arafat déclarait le 30 décembre : «Durant les 9 années écoulées, plusieurs tentatives ont été faites pour liquider la Résistance Palestinienne et faire réussir les complots ourdis par nos ennemis sionistes et impérialistes et leurs agents. Elles ont toutes échoué et notre peuple en est sorti plus uni et plus fort.»

PALESTINE VAINCRA !

ENCORE DES CREDITS U.S. POUR L'ARMEE SIONISTE

Le 21 décembre, le Sénat américain a voté 2200 millions de dollars d'aide militaire «pour remplacer le matériel perdu» par Israël et pour «maintenir l'équilibre des forces en faveur d'Israël et de la paix au Proche-Orient». Le 27 décembre, des crédits supplémentaires étaient accordés. Gageons que les sionistes auront encore plus de bombes à billes et autre matériel qu'ils utilisent contre la population civile !

LE GRUNC APPELLE LA POPULATION DE PHNOM PENH A EVACUER LA VILLE

Le Front Uni National du Kampuchea (FUNK) vient de lancer un nouvel appel à la population pour quitter Phnom Penh : «Le FUNK demande à la population et aux amis étrangers de se rendre immédiatement dans la zone libérée, s'ils ne peuvent livrer bataille dans la ville... ceux des compatriotes et des résidents, villas, palais et refuges des traites Lon Nol et de ses partisans». Les jours de Lon Nol sont comptés.

La débâcle des fantoches gagne chaque jour en ampleur. Les gouvernements se succèdent : hier In Tam, puis In Tam encore, puis à l'issue d'une nouvelle crise, c'est le nommé BORET qui devient premier ministre ; cette valse des ministères consiste à mettre les mêmes hommes à des postes différents, car depuis longtemps, le régime fantoche ne peut plus attirer à lui de nouvelles personnalités ; le nombre de ministères est même passé de 29 à 16, faute de ministrables. Les querelles de chiens couchant de l'impérialisme ne détournent pas les masses de la poursuite de la lutte contre les effets de la dévaluation, les stockeurs de produits alimentaires. Les soldats même manifestent de plus en plus vigoureusement contre la répression : le 1er janvier, des équipages de blindés ont encerclé le commissariat central avec leurs chars exigeant la libération de leurs camarades arrêtés.

DESTRUCTION DE L'APPAREIL MILITAIRE FANTOCHE

De septembre à Novembre 73, toute une série d'attaques a repoussé la ligne de défense entre 5 et 20 km de Phnom Penh. Des villes comme Kompong Cham, comme Tram Khnar, Seang, Vihear Suor ont été complètement libérées par d'héroïques combats. Aujourd'hui, une nouvelle série d'attaques est lancée. Les postes militaires fantoches de la ligne de défense actuelle de Phnom Penh sont détruits. Les points forts de la ligne de défense sur la rive Est du Mékong, ont été détruits. Aujourd'hui, la ligne de

combat est aux portes mêmes de Phnom Penh. Les Forces Armées Populaires de Libération du Kampuchea (F.A.P.L.N.K.) prennent aujourd'hui pour cible les bâtiments officiels, les objectifs militaires dans la ville même. Le palais gouvernemental a été touché par les tirs de roquettes.

Les zones encore contrôlées par Lon Nol sont systématiquement investies, leurs garnisons détruites. Aujourd'hui, la ville de Takéo est assiégée.

Les victoires des héroïques FAPLNK sont avant tout la désintégration massive et systématique des troupes de Lon Nol. En moyenne les troupes fantoches perdent 10000 tués, blessés et prisonniers par mois. Sur la rive Est du Mékong, en face de Phnom Penh, le 25 décembre, les deux garnisons des postes clés de Kroch Soeuch et Prek Ampil comprenant 150 soldats et officiers ont été portées disparues. Seuls une dizaine de soldats ont rejoint Phnom Penh en traversant le fleuve à la nage.

DE MOINS EN MOINS D'HOMMES SOUS LA BOTTE FANTOCHE

Ces victoires sanctionnent l'échec total de la tentative de Lon Nol de reconstituer ses troupes par le rattachement barbare pendant les derniers 6 mois. Cette politique tout en dressant contre le régime fantoche de nouvelles couches de la population, n'a pas eu les résultats escomptés. Les forces militaires fondent comme neige au soleil.

Les rattachements se heurtent à une opposition croissante de la population. En plus, ils sont de plus en plus inefficaces. Car Lon Nol a de moins en moins d'hommes entre ses griffes. D'une part les forces populaires libèrent de nouvelles zones et villes et par là un nombre croissant de cambodgiens, d'autre part, depuis plusieurs mois, en particulier depuis le mois d'août, les réfugiés regagnent massivement leurs villages qu'ils avaient fuis pendant les bombardements US. Nul doute que les nouveaux appels du FUNK à quitter la ville de Phnom Penh accéléreront encore le mouvement.

THIOUN PRASITH pouvait déclarer le 13 décembre : «Dans la guerre

populaire, le facteur décisif est la population qui constitue une source de recrutement des forces vives. Cette source tarit chez l'ennemi qui, par ailleurs, manque de riz et se débat dans des difficultés insolubles, méditant tristement et avec désespoir sur un vieux proverbe cambodgien qui dit : «on cultive le riz avec de l'eau et on fait la guerre avec le riz». Pas d'hommes, donc pas de soldats, par de terre, donc pas de riz.»

L'IMPERIALISME US POURSUIT ACTIVEMENT SES BOMBARDEMENTS

Les bombardements n'ont jamais complètement cessé. Les bombardiers ont sévi à Kompong Cham. Récemment, les F 111 à géométrie variable sont intervenus contre les FAPLNK au cours d'une attaque contre un convoi militaire de Lon Nol sur le Mékong ; l'escorte maritime fantoche a reconnu qu'un F 111 a participé au raid de bombardements sur les positions des forces populaires. Malgré ces bombardements, 9 navires ont été coulés par les FAPLNK.

La seule voie pour la paix au Cambodge est l'arrêt immédiat de l'intervention US, l'arrêt de tout soutien au régime moribond de Lon Nol. Seul, l'acharnement des Etats-Unis à se maintenir au Cambodge a causé la mort de 400000 cambodgiens, la mutilation d'un million d'autres, les destructions de villages, rizières, monuments historiques ; la ruine pour des millions de familles. Ces crimes n'ont pas mis à genoux, le peuple khmer, ils ont au contraire renforcé sa détermination à poursuivre la lutte armée jusqu'à la défaite totale des agresseurs yankees et de leur fantoche Lon Nol. Seul le GRUNC représente le peuple cambodgien en lutte pour son indépendance nationale. Seul le GRUNC est le gouvernement légal du Cambodge.

YANKEES NAZIS HORS DU CAMBODGE

LE G.R.U.N.C. A PHNOM PENH

RECONNAISSANCE IMMEDIATE DU G.R.U.N.C.

THIEU DONNE L'ORDRE D'ATTAQUER LES ZONES LIBEREES

Le sinistre fantoche Thieu poursuit ses discours bellicistes pour justifier dans l'immédiat sa tentative de pillage du riz, et empêcher fondamentalement la mise en place du gouvernement de Concorde Nationale, par des élections libres et démocratiques.

«Pour les forces armées, la guerre a recommencée, a-t-il déclaré, nous devons nous montrer actifs, non seulement dans nos zones, mais aussi dans les zones où leurs forces (LES FAPL, NDLR) sont basées (c'est à dire les zones libérées, NDLR)... un grain de riz est une balle tirée dans la tête de l'ennemi (le GRP et la population des zones libérées, NDLR)».

Depuis des semaines, les attaques contre les zones libérées et les tentatives de pillage du riz se multiplient, appuyées par les déclarations du Pentagone.

Ces attaques reçoivent la riposte qu'elles méritent. Ainsi, le 25 décembre, une troupe de Saigon a tenté de s'emparer de riz dans un village à 160 km au Sud-Ouest de Saigon. La population et les F.A.P.L. ont riposté : 18 soldats ont été tués, 81 ont été blessés et 42 ont été portés disparus. Malgré un envoi de renforts et 40 bombardements, les fantoches ont dû se retirer.

Thieu est bien incapable par lui-même de menacer sérieusement les zones libérées. Seul l'appui US et la volonté délibérée de l'impérialisme US sont à l'origine de la multiplication des opérations militaires de plus en plus vastes. La politique de l'impérialisme US, 11 mois après l'Accord de Paris, c'est encore la guerre, car la politique de Concorde Nationale, mise en œuvre par le GRP, conduit à l'isolement de plus en plus grand des agents patentés de l'impérialisme.

des "marines" u.s. s'entraînent en france

A Canjers, dans le Var, 200 marines US s'entraînent. C'est la première fois depuis le renvoi, du temps de De Gaulle, des troupes US que des soldats US viennent s'entraîner en France.

Les marines ont de sinistres états de service. Ce sont les troupes de choc de toutes les agressions US. Au Viet Nam, leurs crimes ont fait couler le sang de milliers de vietnamiens, ils ont été les premiers à débarquer. Aujourd'hui, ils s'entraînent dans le désert du Nevada en vue d'une agression contre le peuple palestinien et les peuples arabes.

L'entraînement des marines à Canjers, c'est l'entraînement à l'agression. Ces assassins doivent être chassés.

L'impérialisme français se fait ainsi le complice ouvert des crimes de l'impérialisme US dans le monde et en particulier au Viet Nam. Cette collaboration militaire coïncide avec le voyage de Mitterrand auprès de Thieu, au soutien entier apporté par l'impérialisme français au régime fantoche de Saigon et à la politique US en Indochine.

MARINES, ASSASSINS, HORS DE FRANCE
POMPIDOU COMPLICE DE NIXON

non au déplacement forcé des basques réfugiés en france

Après la conférence de presse dans laquelle des militants de l'ETA (organisation nationaliste basque) ont revendiqué l'exécution du sinistre Carrero Blanco, conférence tenue en France, la police française a décuplé

ses efforts pour rechercher les auteurs de cette action. La DST a assigné à résidence 10 réfugiés politiques basques qu'elle a conduits menottes au poing dans le Nord de la France, la police a effectué des rafles dans les cafés de St Jean de Luz. La presse espagnole fasciste demande l'expulsion des basques réfugiés en France, M. Malaut répond que «la police française partage la position espagnole» et s'excuse de la lenteur et de l'insuccès de ses recherches !

Il est vrai que les polices françaises et espagnoles ont un long passé de collaboration dans la chasse aux révolutionnaires, et qu'elles organisent même des patrouilles communes dans les Pyrénées, de même que les deux armées font des manœuvres communes. La France plaide en faveur de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun. Les deux gouvernements ont de nombreux intérêts communs ! HALTE A LA REPRESSION DES BASQUES !

Les révisionnistes espagnols, pour leur part, veulent faire croire que c'est la police franquiste qui a manipulé les auteurs de l'attentat : «la main qui en a décidé ainsi n'est pas encore connue ; dans tous les cas, c'est la main de professionnels expérimentés et puissamment couverts ; ça ne paraît pas être celle des «amateurs» qui, d'une manière irresponsable, revendiquent la paternité de l'attentat, aidant ainsi à couvrir les auteurs

authentiques de celui-ci ... Cet attentat portait la marque de certains services spécialisés, beaucoup plus que celle d'une organisation dont les moyens et les possibilités sont limitées» (Carillo).

Alors même que les militants des Commissions Ouvrières, «les 10 de Carabanchel» sont condamnés à de très lourdes peines de prison, de 12 à 20 ans (20 ans pour Marcelino Camacho et Eduardo Sabrido), le P.C.E. implore une «réconciliation nationale» pour «passer» de la dictature à la démocratie. Sans cette réconciliation, l'Espagne risque de connaître la violence : «une fois de plus les classes dominantes seront responsables devant l'histoire de la période de violence qui risque de s'installer dans notre pays».

Ils montrent la peur que leur inspire les luttes populaires qui se développent, la peur de la violence révolutionnaire. Ils sont prêts à rayer d'un trait toutes les souffrances des peuples d'Espagne pour que soient reconnus «leur sens de la responsabilité et leur respect en la parole donnée» pour que l'aile «libérale» (l'aile non fasciste du régime) de l'appareil fasciste leur donne la place vide de la vieille garde «anachronique» !

A BAS LA TRAHISON REVISIONNISTE !

LIBERTE POUR LES 10 DE CARABANCHEL !



L'appareil policier fasciste n'arrêtera pas la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne